

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

2025-026

Section I - Acheteur public

1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dénomination Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse	À l'attention de Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse
Adresse Hôtel Consulaire 1 rue Adolphe Landry	Code postal 20293 CEDEX
Localité/ville BASTIA	Pays : France
Téléphone : 04.95.54.44.44	Télécopieur : 04.95.54.44.45

2. Type d'acheteur public :

- ☒ État
☐ Collectivité territoriale
☐ Autre (préciser)

Section II - Objet de l'accord cadre

II.1 . Accord-cadre à bons de commande pour la réalisation des prestations de nettoyage des locaux de l'Institut Méditerranéen de Formation « Campus formation CCIC ».

II.2 Nomenclature européenne CPV :

90 91 00 00 – 9 Service de nettoyage

II.3 Durée :

L'accord cadre est passé pour une durée de 04 (quatre) ans fermes non renouvelables à compter de sa notification.

Section III - Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1 Mode de passation :

L'accord cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert- définie par les articles L.1 à L.6, R2113-3, R2124-2.1° ; R2161-2, R2161-3, R2161-4, R2161-5, R2162-2 al.2, R2162-4, R 2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique.

III.2 Mode de dévolution :

Le pouvoir adjudicateur a décidé de déroger à la règle de l'allotissement. Celui-ci est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement couteux l'exécution de la prestation.

III.3 L'accord cadre est à bons de commande et mono attributaire.

L'accord cadre fixe toutes les stipulations contractuelles conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 al.2 du Code de la Commande publique et notamment la consistance et le prix des prestations et leurs modalités de détermination.

Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande car pour des raisons techniques, économiques et financières, le rythme et l'étendue des besoins à satisfaire ne peuvent être entièrement arrêtés.

La Chambre de Commerce a décidé de passer un accord-cadre avec montant minimum annuel et un montant maximum annuel conformément à l'article R.2162-4.1° du Code de la Commande Publique :

Montant minimum annuel de 20 000 €HT

Montant maximum annuel de 50 000€HT

III.4 Unité monétaire :

L'euro.

III.5 Modes de financement et de règlements :

Les prestations seront financées par le budget des sections comptables 101 et réglées par mandat administratif suivi d'un virement bancaire sous 30 jours au plus tard à la réception des factures.

III.6 Langue de rédaction des propositions :

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

III.7 Groupement des offres :

Les entreprises peuvent présenter leur offre sous forme de groupement solidaire ou conjoint. Une même entreprise ne pourra figurer dans plusieurs groupements ni présenter simultanément une offre groupée et une offre individuelle.

III.8 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Section IV –Modalités de présentation et d'envoi des candidatures

IV.1 La dématérialisation des propositions

La dématérialisation des marchés publics est obligatoire depuis le 1^{er} octobre 2018.

L'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique prévoit que « Sous réserve des dispositions des articles R.2132-11 à R.2132-13, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre ont lieu par voie électronique.

Un moyen de communication électronique est un équipement électronique de traitement, y compris la compression numérique, et de stockage de données diffusées, acheminées et reçues par fils, par radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques ».

Seront déclarées irrégulières les offres qui seront transmises au format papier ou sur un support électronique comme une clé USB.

Les candidats doivent transmettre leur candidature et offre par voie dématérialisée en se rendant sur le site de la plateforme des Achats de l'État via le site de la CCI de Corse (<http://www.cci.corsica/marches-publics/>).

Les documents transmis par voie électronique, peuvent être signés électroniquement, en respectant les modalités prévues à l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique

L'arrêté définit les modalités d'utilisation de la signature électronique et du certificat qualifié nécessaire pour que le signataire d'un marché public puisse être considéré comme ayant valablement donné son consentement.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Copie de sauvegarde

Parallèlement à un envoi électronique de la candidature et de l'offre, les candidats peuvent envoyer une copie de sauvegarde sur support physique (support électronique ou papier), portant la mention extérieure apparente « copie de sauvegarde ». Celle-ci ne sera ouverte qu'en cas de défectuosité de l'offre dématérialisée (R.2132-12 Code de la Commande Publique).

IV.2 Les modalités d'envoi

Le dossier de consultation et le règlement de consultation sont à télécharger directement sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse (<http://www.cci.corsica/marches-publics/>), **dès la mise en ligne de la présente consultation.**

Les candidats devront déposer leur réponse sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse (<http://www.cci.corsica/marches-publics/>).

Ils devront déposer les documents ci-dessous :

Pièces de Candidature :

- Outre DC 1 et DC 2 (à télécharger sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>) ou équivalent.
- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Tous documents permettant à l'acheteur la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle du candidat au regard de sa capacité économique et financière, de ses capacités techniques et les moyens et compétences professionnels du candidat conformément à l'article R.2143.5 du Code de la Commande Publique, ainsi que des documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à les engager.
- La présentation d'une liste de références pour des prestations similaires ou équivalentes sur les trois dernières années.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles R.2143-5 à R.2143-12 du Code de la Commande Publique, ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique produisent des dossiers de candidatures ne comportant pas les pièces mentionnées aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Pièces Offre :

Les pièces techniques et financières complétées et signées :

- L'acte d'engagement
- Le bordereau de prix
- Le CCTP
- Le CCAP
- Le Certificat de visite

Les offres irrégulières pourront être régularisées à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses selon les dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la Commande Publique.

Les offres inappropriées ou inacceptables sont éliminées par le Pouvoir Adjudicateur conformément à l'article L.2152-1 dudit Code.

Section V – Ouverture des plis et critères de sélection des offres

V.1 Ouverture des plis

L'ouverture des plis n'est pas publique et les candidats n'y sont pas admis.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le Pouvoir Adjudicateur qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, peut demander aux candidats de compléter leur dossier conformément aux dispositions du I de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique.

Les plis contenant les candidatures seront examinés par le pouvoir adjudicateur aux fins de recevabilité. Les candidats qui n'auraient pas la qualité pour présenter leur candidature au contrat ou dont les capacités paraîtraient insuffisantes seront éliminés.

Les entreprises seront sélectionnées notamment sur la base :

Les candidatures qui n'ont pas été écartées sont examinées au regard :

:

- ☐ De leurs garanties financières
- ☐ De leur capacité technique,
- ☐ De leurs compétences et moyens professionnels,
- ☐ La liste de références relatives à la réalisation des prestations identiques et/ou équivalentes

Les candidats non retenus en sont informés conformément à l'article R.2181-1 du Code de la Commande Publique.

V.2 Critères de Jugement des offres :

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats. Il est seulement possible de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères ci-dessous avec leur pondération :

- ☐ Coût des prestations forfaitaires et des prestations à la demande (60%)
- ☐ Mémoire technique en fonction de l'organisation et de la méthodologie proposées ainsi que les moyens humains et matériels mis en œuvre pour exécuter les prestations de nettoyage (30%)
- ☐ Les performances en matière de protection de l'environnement définies par les produits de nettoyage utilisés (rechargeables, biodégradables, bio-labélisés, concentrés et respectueux en termes de santé publique) et présentées dans un mémoire environnemental (10%)

V.3 Visite des lieux :

Une visite obligatoire de présentation du bâtiment sera organisée sur demande émanant du candidat, laquelle devra s'effectuer exclusivement par mail.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse fixera les dates et heures de la visite et en informera le candidat par voie électronique dans les 48h00 de la réception de sa demande.

Les demandes de visite devront parvenir à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse, à l'adresse électronique formation@cci.corsica et rappelée dans le certificat de visite, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Le candidat remplira et signera un certificat de visite à l'issue de celle-ci qu'il devra obligatoirement joindre à son dossier à défaut de recevabilité.

Section VI – Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions pour le marché public est de 6 mois (180 jours) à compter de la date limite fixée pour la réception des offres annoncée dans l'avis du marché.

Section VII Renseignements complémentaires

1. Des informations administratives complémentaires peuvent être obtenues au :

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse
(<http://www.cci.corsica/marches-publics/>)

2. Adresse à laquelle les documents de consultation peuvent être obtenus

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse
(<http://www.cci.corsica/marches-publics/>)

3. Adresse à laquelle les candidatures et les offres doivent être déposées

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse
(<http://www.cci.corsica/marches-publics/>)

4. Adresse auprès de laquelle des informations techniques complémentaires peuvent être obtenues

Sur le site de la plateforme des Achats de l'Etat via le site de la CCI de Corse
(<http://www.cci.corsica/marches-publics/>)

NB/Renseignements administratifs et techniques :

Les questions devront être posées sur le site « Plateforme des achats de l'Etat » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>